

Memo du déjeuner conversation du 09 mai 2016

Thème : La Contestation

La contestation est devenue un mode d'action politique courant. Faut-il y voir, en France, pays qui connaît le plus grand nombre de manifestations, une autre manière de faire de la politique ? Et peut-on parler d'un phénomène mondial ou d'un espace public transnational en gestation ?

Le sens du mot

Contestation :

- Action de ne pas admettre quelque chose ; discussion : La contestation d'un droit.
- Débat, dispute, querelle, controverse, différend sur une question litigieuse.
- Action de remettre en cause l'ordre social, politique, économique établi et de critiquer systématiquement les institutions existantes et l'idéologie dominante. Au XIVe et XVe siècle, soulèvement et révolte étaient synonymes de contestation. Les deux premiers termes étant associés à des actes violents.

La contestation englobe un champ plus large de mise en cause du pouvoir, qui peut recourir à des moyens pacifiques.

Contester c'est mettre en discussion, en doute, refuser de reconnaître. La contestation est différente de :

Revendication : Réclamer, exiger quelque chose qui est considéré comme dû.

Protestation : Exprimer avec certitude, promettre avec force (à quelqu'un) que quelque chose est vrai, que quelque chose existe.

Indignation : Sentiment de colère et de révolte suscité par tout ce qui peut provoquer la réprobation et porter plus ou moins atteinte à la dignité de l'homme.

Sources : <http://www.cnrtl.fr>

Tout (ou presque) est contestable. Il est possible de contester, une décision de justice, des résultats électoraux, une contravention, une politique, la filiation ou la paternité, un projet de loi, d'accord, de désignation, un bien, un héritage, un compteur intelligent, la mondialisation, les dérives capitalistes ...

- **Comment contester ?**
- **Contester pourquoi faire ?**
- **Une contestation avec quel résultat ?**
- **Contester ou empêcher de réaliser (THT, ZAD, LGV, parcs de loisirs, enfouissement, ...) ?**
- **Les lanceurs d'alerte et le web 2.0 + au service de la contestation !?**

Média sociaux et contestation politique : <http://www.zones-subversives.com/2015/03/medias-sociaux-et-contestation-politique.html>

La contestation dans l'histoire : <http://dreillard.vip-blog.com/vip/article/3249010,Soul%C3%A8vements-r%C3%A9voltes-et-contestations-populaires-en-France-et-en-Angleterre-aux-XIV%C3%A8me-et-XV%C3%A8me-si%C3%A8cles..html>

1968, la contestation qui « dérape » en affrontements violents.

Texte rédigé par l'équipe de Perspective Monde.

Un mouvement de contestation étudiante atteint des proportions inattendues et mène à des affrontements avec les forces de l'ordre. Des arrêts de travail perturbent également la [France](#) qui est secouée par la crise politique la plus importante depuis la création de la Ve [République](#), en 1958.

La contestation, qui a commencé sur le campus de l'Université de Nanterre en mars, s'affirme graduellement comme une profonde remise en question des institutions. Elle fait tache d'huile en mai 1968. Manifestations et accrochages avec les forces policières se multiplient. Dans la nuit du 10 au 11 mai, des barricades sont dressées au Quartier latin et les affrontements deviennent de plus en plus violents. La situation prend une tournure chaotique alors que des millions de travailleurs font la grève et occupent leurs usines. La [France](#) est presque paralysée et les institutions politiques sont impuissantes à dénouer l'impasse. Après une offre de [référendum](#) sur la participation qui a peu d'impact, le [président Charles de Gaulle](#), de retour d'un voyage en [Allemagne](#) (28 et 29 mai) qui soulève bien de interrogations, annonce la tenue d'élections législatives pour le mois de juin. La contestation se poursuit pendant

quelques semaines mais elle s'atténue considérablement. Les travailleurs reprennent l'ouvrage en juin et les élections procurent une victoire éclatante aux Gaullistes, le 30 juin.

S.A., «Mai 68»

«...Pendant quelques jours, la démocratie ne fut plus une forme, un régime, mais une pratique. Il fallait discuter, il fallait participer, il fallait changer. Et tandis que philosophie et politique nous parlent de système clos, de contraintes, de limites, il y a eu, sous nos yeux, cette transgression, cette éruption. Jeunesse redoublée : celle de l'événement, celle des participants. Certes le mouvement avait touché déjà les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie... Mais Paris lui a donné une vigueur et un écho particuliers. Au lieu de se retourner contre les étudiants, la population a soutenu et compris leur mouvement. De jeunes ouvriers l'ont répercuté dans les usines. Un accord profond s'est esquissé qui laissera des traces. La révolte des étudiants est parvenue à rassembler un moment des revendications éparses en notre société. Son radicalisme a fait son succès. On voyait dans les premières bagarres sa colère muette, appliquée comme un travail; elle ne revendiquait pas un avantage, une réforme; on ne criait pas, ou peu. Derrière la police, ce que visaient les pavés n'avait pas de nom : c'était le conservatisme autoritaire des caciques, la bureaucratie stupide, la publicité béate, la cruauté abstraite qui condamne le tiers de l'humanité à la famine, l'échec de nos révolutions, la capitulation de nos espérances.»

Esprit (France), juin-juillet 1968, pp. 962-963.

André Gorz, «Limites et potentialités du mouvement de mai»

«...C'est cette incapacité des appareils à assigner à la lutte un ensemble d'objectifs syndicaux et politiques, indissolublement liés, et dont la réalisation enclenche un processus révolutionnaire appelé à dépasser rapidement les revendications de départ, qui a déterminé l'aspect ambigu -tout à la fois trade-unioniste et virtuellement insurrectionnel- de la grève générale de mai. En effet, par le fait que l'enjeu et la visée de cette grève restaient indéterminés, celle-ci s'est présentée comme un refus global, indifférencié, du régime et de la société capitaliste; par là, elle revêtait objectivement un caractère maximaliste : il fallait vaincre complètement tout de suite, sous peine de ne rien gagner; entre la victoire totale et la défaite totale il n'y avait rien; c'était tout ou rien. Ce maximalisme objectif du mouvement donnait un sens objectif immédiatement insurrectionnel à la grève, mais aussi renfermait le germe de son échec.»

Les Temps modernes (France), août-septembre 1968, p. 233.

Edgar Morin, «Les jours qui ébranlent la France...»

«...Tout ceci a été réalisé parce que, dans la conjoncture, Jeunesse-Liberté ont été identifiées et se sont opposées à Vieillesse-Autorité. Mais cela n'a été possible que grâce aux circonstances exceptionnelles qui ont tout déclenché, grâce à la grande mobilité stratégique, l'imagination spontanée qui frappe l'opinion (occupation de la Sorbonne, défi lancé à l'O.R.T.F., marches de fraternisation), les nouveaux modes d'action étudiants qui, brisant l'antagonisme sociologique entre l'usine et la faculté, les a aimantées l'une vers l'autre et a effectué une injection de libertarisme juvénile dans le vieux corps de la France. Il est probable que l'action révolutionnaire de la commune étudiante aboutisse non pas à la révolution, mais à un train de réformes sociales, décentralisatrices, rajeunissantes. Mais il est possible aussi que cette action, en ébranlant les appareils des partis ouvriers, en ouvrant un cours nouveau, débouche sur la constitution de la nouvelle gauche tant de fois annoncée...»

Le Monde (France), 19 et 20 mai 1968, p. 9.

La contestation dans le monde

La contestation sociale dans le monde se manifeste contre : l'austérité, les salaires, les conditions de travail, la corruption, ...

Quelques exemples :

Grèce. Des milliers de personnes manifestent ce dimanche 8 mai 2016.

Contestation. Les manifestants sont réunis pour protester contre la réforme des retraites. Ce projet de loi qui prévoit l'augmentation des cotisations retraites et des impôts fait partie des mesures de rigueur réclamées par les créanciers du pays, UE et FMI.

Déjà en 2011, après trois jours de grève générale, des dizaines de milliers de manifestants défilaient pour dénoncer les nouvelles mesures d'austérité imposées par l'Europe et le FMI.

La Grèce n'est pas à vendre, proclamaient les manifestants. Mais au delà de la crise d'une dette abyssale, c'est l'ensemble du système qui est en mis cause, un rejet incarné par les « Indignés » qui campaient sur la place Syntagma en face du Parlement. Il ne suffira probablement pas d'un nouveau gouvernement pour les désarmer. Qui sont-ils? Que veulent-ils? Que nous apprend, ou que nous annonce, la contestation grecque?

Afrique du Sud. La contestation étudiante repart de plus belle.

Le mouvement de colère né à l'automne 2015 vient de se réveiller sur les campus sud africains. Il révèle le profond malaise ressenti par la jeunesse sud africaine, toujours sans perspective.

En octobre dernier, les manifestants ont obtenu le gel des frais d'inscription pour 2016. Cette fois, les revendications sont plus éclectiques, d'un meilleur accès aux résidences universitaires à la fin de l'enseignement en afrikaans, la langue des colons hollandais. Ces derniers jours, les manifestations ont parfois pris un tour violent, comme à l'Université du Free State. Des étudiants noirs qui protestaient lors d'un match de rugby ont été pris en chasse par les spectateurs blancs, frappés, insultés jusque dans leurs résidences.

Les cours en afrikaans, symbole des divisions : La réconciliation post-apartheid en Afrique du Sud n'a pas permis l'inclusion économique d'une majorité de la population, noire, et pauvre. Une majorité qui souhaite participer à l'économie du pays et demande donc un meilleur accès à l'éducation. Les étudiants noirs demandent la fin de ce qu'ils voient comme un privilège injuste, tandis que les étudiants blancs défendent ce qu'ils considèrent comme leur patrimoine culturel.

France Info par Alexis Morel, Liza Fabbian mardi 8 mars 2016

Chili. La contestation étudiante a trouvé son leader :

Dimanche 7 août 2011, dans l'avion qui le ramène d'Antofagasta, dans le nord du Chili, Giorgio Jackson, 24 ans, est loin de se douter de ce qui l'attend. Dans tout le pays, le fracas des casseroles [en signe de solidarité, des milliers de Chiliens ont frappé sur des casseroles] a certes redonné du souffle au mouvement étudiant. Mais, derrière l'euphorie, il y a des étudiants en grève de la faim, des lycéens dont l'année scolaire est presque perdue et le déclenchement d'une spirale de violence entre jeunes et forces de l'ordre. Plus préoccupant encore : le dialogue avec le gouvernement est au point mort. Il ne se doute pas non plus que le Campus Oriente déciderait de se mettre en grève. Une décision peu habituelle pour cette université et symboliquement très importante pour le mouvement étudiant.

Camila Vallejo et de Camilo Ballesteros, les deux autres leaders de la contestation étudiante sont rejoints par 70 000 personnes dans les rues de Santiago ; et dans beaucoup d'autres villes du pays, du jamais vu depuis la fin du régime de Pinochet, en 1990. Giorgio, l'étudiant en ingénierie de l'Université catholique, le fils de famille, le leader improbable de ce mouvement, se retrouve au cœur de la contestation. Sa réaction ? Montrer que le mouvement étudiant était uni et qu'il ne reculerait pas : *"Je suis plus que jamais convaincu du bien-fondé des changements que nous exigeons. Et nous les voulons maintenant. Pas l'année prochaine ou dans deux ans. C'est cette année que l'éducation doit changer au Chili."*

Courrier International : Publié le 17/08/2011

En Afrique la contestation électorale est récurrente.

En Afrique noire à l'ère de la démocratie, rares sont les élections présidentielles dont le résultat n'est pas contesté par le perdant et où ce dernier félicite, avec un fair-play démocratique, le vainqueur. Les cas récents du Nigeria ou du Sénégal sont les exceptions qui confirment la règle. La contestation du résultat des Présidentielles est devenue un rituel. Les élections présidentielles africaines sont encore souvent régies par une volonté d'exclusion et elles opposent des forces politiques locales prêtes à en découdre.

Loin d'être anecdotique, le rituel de la contestation électorale trahit donc un refus des règles du jeu de la démocratie et plus profondément du suffrage universel par les acteurs politiques africains. Ces derniers continuent encore de se considérer comme les maîtres et les propriétaires de la société.

Extrait : « <https://blogs.mediapart.fr/alexis-dieth/blog/181015/la-contestation-electorale-en-afrique-les-raisons-profondes-du-phenomene-1ere-partie> »

Le printemps arabe, une contestation étouffée dans le sang et par les ingérences étrangères.

En Tunisie, l'immolation par le feu en décembre 2010 d'un jeune vendeur ambulant, en signe de protestation contre des violences policières répétées, a déclenché un mouvement de contestation massif qui a touché, par vagues successives, la majorité des pays du Moyen-Orient.

Marchand ambulant de condition précaire et misérable, Bouazizi présentait le profil type des protestataires du « printemps arabe », cette masse composée de millions de jeunes et de moins jeunes appartenant soit au secteur dit informel — celui des « chômeurs déguisés » vivant d'expédients en attendant de trouver un emploi —, soit au groupe des chômeurs formels. A ces masses se sont jointes, en Tunisie et en Egypte, les forces organisées ou inorganisées des travailleurs salariés, du fait de l'existence dans les deux pays d'un mouvement ouvrier dont les luttes ont constitué le préambule du « printemps arabe ».

Là où se sont produits des soulèvements massifs (Bahreïn, Egypte, Libye, Syrie, Tunisie et Yémen), ce vaste front des groupes les plus défavorisés de la société a été rejoint par l'essentiel des couches moyennes : travailleurs individuels, tant traditionnels (artisans et boutiquiers) que modernes (professions libérales, notamment avocats, ingénieurs et médecins), salariés apparentés — enseignants du supérieur,

journalistes, cols blancs (fonctionnaires et employés des services commerciaux ou financiers) et petits entrepreneurs.

Quand le régime n'avait pas imposé un climat de terreur paraissant exclure toute protestation — c'est-à-dire en Tunisie et en Égypte principalement —, une recrudescence des luttes politiques et sociales a précédé les mouvements de révolte.

Source : <https://www.monde-diplomatique.fr/2012/05/ACHCAR/47669> ; mai 2012

Puis viennent les ingérences onusiennes, françaises, américaines, russes, arabes, ... et tout devient une immense zone de conflits armés parmi les plus violents qui soit.

Le droit de contester :

Le fonctionnement de notre système judiciaire se fonde sur le droit à une voie de recours, qui consiste dans la possibilité offerte à tout justiciable de contester la décision rendue à son sujet.

Notre système judiciaire est organisé de telle sorte que les décisions de chaque juridiction peuvent être contrôlées, et parfois réformées, par une juridiction supérieure. Institutionnellement, l'exercice de ce contrôle se traduit par l'existence, dans chaque ordre juridictionnel, d'un double degré de juridiction et d'une juridiction suprême de cassation.

En conséquence, tout justiciable qui serait mécontent de la décision rendue à son encontre peut s'adresser à une juridiction supérieure afin lui demander d'examiner si cette décision a été correctement rendue.

Si le droit de contester en appel une décision rendue en première instance souffre quelques exceptions, la faculté pour tout justiciable de contester en cassation la légalité des décisions rendues en dernier ressort constitue un droit absolu, consacré par le Conseil constitutionnel, la Cour de cassation et le Conseil d'État comme un principe général de notre système judiciaire.